

## Élections (suite)

L'on pouvait se réjouir d'une chose le soir du 5 mai : les Français ont rejeté massivement l'instrumentalisation du racisme. Nos lecteurs savent qu'il s'agit pour nous d'un combat central. Ce choix a un prix. « *Plutôt un escroc qu'un facho !* », clamaient entre les deux tours des milliers de jeunes manifestants. Nous faisons nôtre cette offense au chef de l'État réélu. Le peuple français a dû reconduire à l'Élysée un « escroc » aux fonds publics. Il devrait éviter de lui laisser les clefs de la caisse.

« *Le fait que la gauche ait abandonné le combat de l'égalité devant la justice a offert ce thème sur un plateau à l'extrême-droite* », observe à juste titre Arnaud Montebourg, député PS et promoteur d'une VI<sup>e</sup> République moins monarchique (*Libération*, 16/05/2002).

L'État-RPR s'affiche sous nos yeux dans les ministères régaliens : la Défense, l'Intérieur, les Affaires étrangères, la Justice. Il tient sans partage l'armée et tous les services secrets. L'expérience néogaulliste du pillage néocolonial s'étalera sans contre-pouvoir si Jacques Chirac obtient une majorité à sa botte.

Mais il y a pire que les plaies d'argent. Les régimes prédateurs françafricains sont aussi des dictatures criminelles. À peine était assurée la réélection de Jacques Chirac que son cher frère Denis Sassou Nguesso, écartant tous les témoins étrangers, recommençait au Congo-Brazzaville ses crimes contre l'humanité.

De même à Madagascar : l'ami aux saphirs Didier Ratsiraka a fait fi de l'accord de Dakar ; il en a rajouté dans le sabotage des infrastructures de son propre pays. Aux Comores pouvait être approuvée l'élection d'un colonel putschiste, d'abord invalidée.

D'aucuns, en France, réactivent les slogans « Blanc bonnet, bonnet blanc », « Gauche et droite, tous pourris ». Ou ils souhaitent à la gauche, pour son bien, une cure d'opposition. Peut-être les conditions de vie d'une majorité de Français ne souffriraient-elles pas extraordinairement d'un quinquennat néogaulliste. Mais qu'aurons-nous choisi de faire subir à l'Afrique ?

Songeons aussi à la Nouvelle-Calédonie, dont la ministre de l'Outre-Mer Brigitte Girardin est une « spécialiste » : la Chiraquie locale et les Services français auront le champ libre, ils pourront agresser le peuple kanak de leurs « coups tordus », réduire encore l'espérance de vie de ses leaders – frappés en série d'une sorte de fatalité mortifère. À la clef, les immenses richesses du sous-sol de l'île et de son espace maritime.

Depuis ce funeste 21 avril à l'effigie de Le Pen, les citoyens français ont eu deux sursauts : dans la rue, puis dans les urnes. Il reste deux marches à franchir, les 9 et 16 juin, si nous ne voulons pas que notre pays donne un chèque en blanc au parrain de la Françafrrique.

## SALVES

### Juppé & Villepin

Alain Juppé est présenté comme le Grand Organisateur du nouveau gouvernement chiraquien. Avec l'appui de son ancien second au Quai d'Orsay, Dominique de Villepin – devenu prince en ce ministère. L'on sait finalement assez peu de ces deux hommes, sinon qu'ils ont conscience de leur pouvoir, et qu'ils l'exercent.

Alain Juppé a ajusté au millimètre les ambitions des partisans de Jacques Chirac. Il est même parvenu, c'est dire, à limer les incisives de Nicolas Sarkozy. Le gouvernement devient une troisième chambre, présidée à l'Élysée – où Juppé sait pouvoir peser.

En 1995, il s'était opposé à Foccart<sup>1</sup> avant d'être écarté des postes de commande de la Françafrrique. On ne l'y a donc guère vu à l'œuvre. Mais sa proximité croissante avec Jacques Chirac l'a forcément doté d'un masque africain.

De Villepin a-t-il pour ses collègues ministres le même mépris que pour les membres de la première chambre : « *Les députés ? Ils ont un organe plus développé que les autres, c'est le trouillomètre. Heureusement qu'ils n'ont aucun pouvoir* », aurait-il lâché (*Le Monde*, 08/05/2002). S'ils ne veulent pas retourner sous l'Ancien Régime, les Français ont intérêt à élire des femmes ou des hommes courageux !

1. Cf. Agir ici et Survie, *Jacques Chirac et la Françafrrique*, L'Harmattan, 1995, p. 38-44.

### VRP

Dans le régime que nous promet Chirac II, les émissaires auraient une moindre stature. Ceux qui sont annoncés aux ministères de la Coopération et de la Francophonie, ou à la cellule africaine de l'Élysée (les Pierre Bédier, Valérie Terranova, Denis Tillinac...), ne seront peut-être que des Chiracmadit.

Évoquant Papamadit (Jean-Christophe Mitterrand), Bernard Doray décrit en « *hommes-masques* » certains nouveaux acteurs de la Françafrrique (voir *Lire*) : ils participent à « *un théâtre de la vertu* »<sup>1</sup> où s'organise « *l'assentiment public à la régression de la démocratie et l'anesthésie de l'opinion nécessaires à des entreprises guerrières qui bafouent toutes les lois de l'humain.* » Il ne manquerait plus que Xavier Emmanuelli à l'humanitaire, et les Congolais seraient bien soignés.

1. Rappelons-nous les envolées vertueuses de Tillinac contre la Françafrrique et les valises à billets (*Billets* n° 95 et 97).

### Encore Sassou

Trois ans après avoir lancé une guerre ethnique contre les quartiers sud de **Brazzaville** et les régions méridionales de son pays, faisant probablement cent mille morts (peut-être bien davantage), détruisant des villages avec leurs habitants, provoquant, selon l'ONU, le viol systématique de plusieurs dizaines de milliers de femmes (des crimes contre l'humanité), le dictateur congolais Denis Sassou Nguesso se croit autorisé par une élection présidentielle truquée, et la réélection de son vieil ami Chirac, à recommencer ses crimes contre l'humanité.

Prétextant de quelques attaques de miliciens aux attaches et aux moyens incertains, il a déchaîné sur la région du Pool ses milices et sa légion étrangère (Angolais, Mobutistes, Tchadiens, Marocains, barbouzes ou mercenaires français et européens) en une nouvelle opération de « nettoyage ethnique ». Les villages sont bombardés à l'arme lourde, attaqués par des hélicoptères de combat. Selon l'évêque de Kinkala, chef-lieu régional, cinq localités ont subi un véritable carnage.

Le représentant de l'Unicef, Raymond Janssens, a tenu une conférence de presse pour signaler que « *les femmes ont été violées systématiquement* » (AFP, 28/04/2002). Les jeunes hommes, soupçonnés d'être des rebelles potentiels, sont fréquemment exécutés. Les villes de Vindza et Kimba ont été vidées de leur population. Mi-mai, plus de 40 000 civils avaient déjà dû s'enfuir. Beaucoup sont dans la forêt, n'y disposant que de quelques produits de cueillette. Les premiers décès d'enfants et de personnes âgées sont signalés.

Le plus symptomatique de cette terreur renouvelée est le bouclage imposé par le régime : le Pool est interdit aux humanitaires et aux journalistes depuis début avril. Autrement dit : « Laissez-nous massacrer et violer sans témoins ! » Le 24 avril, quand le haut commandement militaire prévient que les forces "gouvernementales" poursuivront leur « *mission dans le Pool jusqu'à l'anéantissement total des terroristes* », la connotation exterminatrice ne peut être prise à la légère : les forces en question ont montré il y a trois ans de quoi elles étaient capables. L'on est du coup obligé de prêter attention aux échos d'atrocités sur la population civile : pendaisons, enfants égorgés, habitants brûlés ou enterrés vivants.

Les opérations militaires de la coalition sassouiste ont été, en 1997 et 1999, totalement appuyées et en partie coordonnées par l'Élysée – avec l'allié angolais, qu'ont armé Falcone et Marchiani. D'autres armes arrivent par le Gabon de l'ami Omar Bongo, gendre de Sassou.

Les officiers congolais responsables des crimes contre l'humanité de 1999 n'ont pas été sanctionnés, mais promus. Tel le général Norbert Dabira. L'armée angolaise d'occupation, coauteur des atrocités, a été intronisée gendarme des intérêts pétroliers occidentaux dans la sous-région. Pourtant, la résolution de l'ONU n° 867 du 29 octobre 1997 réclame depuis près de cinq ans son départ du Congo...

Pour célébrer les nouveaux carnages, le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le 2 mai un crédit de 40 millions de dollars au régime de Brazzaville – qui repousse cependant l'audit de ses revenus pétroliers.

Alors qu'il est question de crimes contre l'humanité, le représentant de l'ONU sur place dit redouter « *une catastrophe humanitaire* » (17/05/2002). Toujours cette « anesthésie de l'opinion nécessaires à des entreprises guerrières qui bafouent toutes les lois de l'humain. »

Le *Nouvel Afrique-Asie*, dont on sait maintenant qu'il a été financé par Pierre Falcone, donne la parole au « président Sassou Nguesso » : « *Il se pourrait qu'il y ait, comme dans toute guerre civile, des effets résiduels qui relèvent plus du banditisme que d'autre chose et qui seront rapidement maîtrisés.* » (05/2002). De quel côté sont les bandits ?

Le propagandiste de Sassou, l'ineffable Jean-Paul Pigasse, généralise sa propre satisfaction : « *Il ne se trouvera assurément personne sur le continent africain pour regretter la réélection de Jacques Chirac.* » C'est vrai qu'il n'y aura bientôt plus « *personne* » dans le Pool.

Sassou a lui-même adressé un message de félicitations à « *son ami Jacques Chirac* » : « *En acclamant votre brillante réélection, les Congolais expriment [...] leur reconnaissance à votre égard pour votre soutien indéfectible au Congo* ». Ce sacre « *est la récompense méritée par tant d'engagements hardis, par tant d'intransigeance morale et par tant de pugnacité en faveur d'une France plus fraternelle et plus solidaire.* »

Laissons quand même une phrase au Premier ministre Jean-Pierre Raffarin : Giscard et Chirac sont tous deux « *capables de donner du bonheur : l'un par clarté, l'autre par humanité* ». Le « théâtre de la vertu » dépasse parfois les bornes.

#### Encore Ratsiraka

Nous nous réjouissons fin avril de l'accord de Dakar. Il concédait un nouveau décompte des suffrages du scrutin présidentiel **malgache** par la Haute Cour constitutionnelle. Inévitablement, ce décompte a confirmé la victoire au premier tour de Marc Ravalomanana : la légalité a rejoint la légitimité, comme l'ont reconnu les présidents des Groupes d'amitié France-Madagascar de l'Assemblée et du Sénat français, Michèle Rivasi et Jean Faure. Ravalomanana a été légalement investi le 6 mai. Il a constitué un gouvernement. Il est reconnu par une majorité de l'armée.

Mais, ragaillardi par la réélection de l'ami Chirac, le président battu Ratsiraka et son clan ont décidé de jouer un va-tout criminel. Leur seul atout étant le blocus de la capitale, ils ont fait sauter les derniers ponts qui y menaient. « *Avec des soldats mercenaires algériens* », affirme un haut responsable gouvernemental. Deux importants hommes d'affaires réunionnais, Henri de Villeneuve et Jacques de Châteaueux (groupe Bourbon), s'emploient de leur côté à saboter la réputation et la diplomatie parisiennes de Ravalomanana.

Dans quatre provinces, les gouverneurs ratsirakistes maintiennent un ordre milicien. Ils agitent la menace d'une sécession de l'île. Ils peuvent encore compter sur quelques troupes d'élite, fidèles au président déchu. Ils poursuivent leurs exactions racistes contre les Merina, venus du centre de l'île. Mathilde Rabary, présidente de SOS Victimes du Non Droit, a remis à la Commission des droits de l'homme de l'ONU un dossier de 361 pages et une série de vidéos. Ils comportent des témoignages accablants, relatant comment des Merina ou des opposants ont été torturés, battus à mort, violés ou enlevés (*Journal de l'île de la Réunion*, 17/05/2002).

S'ils continuent de soutenir Ratsiraka, les Chiraquiens risquent de perdre beaucoup. Le blocus devient si intenable qu'il finira par entraîner l'intervention de l'armée. Si elle bascule du côté de Ravalomanana, ce n'est pas seulement pour sa légitimité : malgré le "dangereux" précédent que constitue une telle mobilisation populaire contre la dictature, les États-Unis ont fini par reconnaître le nouveau Président. L'Élysée pourrait leur offrir une magnifique occasion d'évincer les réseaux français et de prendre une option sur les gisements pétroliers au large de l'île.

#### Short et direct

Connue pour son franc parler, la ministre **britannique** de la Coopération, Clare Short, a lâché devant un journaliste : « *Les Français [...] créent des génocides en Afrique.* » Il était question du Rwanda d'hier et d'aujourd'hui. « On estime qu'elle dit en public ce que beaucoup de gens de son ministère pensent en privé », commente *The Observer* (21/04/2002).

Tony Blair a été embarrassé. La ministre a dû démentir. Mais la vérité sur « *la nuit rwandaise* » (voir *Lire*) finira bien par sortir.

#### Déby en émir

Comme nous l'avions annoncé voici trois ans, dans *Dés pipés sur le pipe-line*<sup>1</sup>, il y a au **Tchad** beaucoup plus de pétrole que prévu : « Le Tchad pourrait devenir durablement un "émirat" : de nouveaux champs d'or noir ont été découverts dans la région de Sarh et l'oléoduc sera également "tête de siphon" des futurs champs du Niger, de Centrafrique, du Soudan et du nord-Cameroun. » (*La Lettre du Continent*, 06/05/2002).

Du coup, Exxon et les Américains accroissent leur présence multiforme dans ce nouvel Eldorado. Peu à peu, ils prennent Déby

en main. Réduira-t-il la férocité de sa répression et l'avidité de son pillage ? De grossiers truquages lui ont permis d'accroître sa majorité à l'Assemblée nationale (72 % des sièges au lieu de 53 %). L'opposant Mohamed Guéti a sauté sur une mine, ce qui semble être « *un attentat diligenté par le régime* », selon un témoin direct.

Moins nombreux, les députés d'opposition sont plus déterminés. Ainsi Ngarléjy Yorongar, vainqueur réel du scrutin présidentiel de 2001, n'est plus le seul député de son parti : il a fait élire neuf collègues.

1. Agir ici et Survie, *Projet pétrolier Tchad-Cameroun. Dés pipés sur le pipe-line*, L'Harmattan, 1999.

**Dakar, Bamako, Douala**

Les pays du Sahel occidental continuent de se signaler par leur réticence aux mascarades électorales françafricaines. Le Niger et le **Sénégal** ont élu leurs présidents au terme de scrutins incontestés. Choisi en 2000 par l'électorat sénégalais pour mettre en échec le système Diouf, corrompu et frauduleux, Abdoulaye Wade a vu un front d'opposition s'affirmer à l'occasion des élections territoriales : rien que de très démocratique.

À Bamako, le **Mali** renoue avec un scrutin présidentiel normal (diverses manœuvres avaient transformé en plébiscite la réélection d'Alpha Oumar Konaré, en 1997). C'est un général qui est élu, Amadou Toumani Touré. Mais le fameux ATT a su, à plusieurs reprises, donner des gages de civilité et montrer des dons de pacification. Cela devrait permettre aux Maliens de s'occuper des choses sérieuses : améliorer un quotidien plutôt déficient.

Quant au **Burkina**, il ne cesse de contester la férule de Blaise Compaoré, le « rectificateur » de Thomas Sankara. Ayant arraché des conditions de vote un peu moins biaisées, l'opposition a frôlé la majorité aux législatives : 54 sièges sur 111. Pour la première fois, des Sankaristes entrent à l'Assemblée (7 députés). Ce n'est qu'un début...

**Au trou (suite)**

En **Mauritanie**, le régime chiracophile du colonel-président Ould Taya continue son feuilleton répressif. Rappelons les épisodes précédents : le mouvement *Conscience et Résistance* avait publié un document financier ultra-confidentiel, retraçant le dévoiement des fonds publics par le clan au pouvoir. Ulcéré, la police politique avait arrêté trois personnes, pour les faire parler.

L'une d'entre elles, Sidi Yaaraf, a subi le 20 avril la torture dite du « jaguar », accroché par les pieds et les mains à une barre de fer : en tournant la barre, on resserre les liens. Le président de l'association *SOS Esclaves*, Boubacar Ould Messaoud, a enregistré le témoignage de la victime, il l'a publié (un texte édifiant) et dénoncé le fait sur RFI.

Boubacar Ould Messaoud a été arrêté à son tour le 2 mai, pour diffamation et propagation de fausses nouvelles. Car entre-temps, les policiers du régime sont parvenus à faire dire au torturé qu'il ne l'avait pas été ! Heureusement, une mobilisation internationale a pu faire libérer le défenseur des droits de l'homme.

**Assoumani le soumis**

Nous annonçons en mai que l'élection douteuse du colonel putschiste Azali Assoumani à la présidence des **Comores** avait été annulée. Finalement, le Comité de suivi des accords de réconciliation interîlienne a poussé à la validation du résultat controversé. Il faut dire que dans ce Comité, composé de l'OUA, l'Union européenne et la Francophonie, la Françafrrique est l'actionnaire principal. Et Jacques Chirac vient d'être réélu...

Le colonel a été formé à l'École de Guerre française. Chef d'état-major dès 1995, il s'était réfugié piteusement à l'ambassade de France lors d'une énième attaque de son pays par Bob Denard et ses mercenaires. Le président Djohar avait été destitué, avec l'aval du président Chirac.

Les manœuvres déstabilisatrices de l'archipel allaient croître et embellir. Profitant du désordre, le colonel s'est emparé du pouvoir en 1999. Il le garde, puisque c'est le choix de Paris. Les officiers, policiers et agents secrets formés par la France et initiés en Françafrrique continuent ainsi de diriger la plupart des ex-colonies. Et l'on observe, à Madagascar, qu'il est difficile d'inverser la tendance.

**Crimes contre l'humanité**

Thierry Desmarest va peut-être finir par payer très cher son obstination à soutenir la dictature **birmane** (même si celle-ci tente de se racheter une conduite en libérant la figure de proue de l'opposition démocratique, Aung San Suu Kyi) : à Bruxelles, quatre Birmans ont porté plainte contre **TotalFinaElf** pour « crimes contre l'humanité ». Ils accusent la compagnie pétrolière d'avoir eu recours au travail forcé et financé des unités spéciales de répression.

Et si ces grandes compagnies devaient finir par admettre qu'elles ne peuvent pas agir n'importe comment ?

L'ONG britannique *Global Witness* aura beaucoup fait en ce sens. Poursuivant son travail d'investigation sur le pillage du pétrole angolais et le financement de la guerre civile, elle a publié en mars un rapport tout à fait remarquable : *All the President's men. The devastating story of oil and banking in Angola's privatised war*<sup>1</sup> (Tous les hommes du Président. L'histoire dévastatrice du pétrole et de la banque dans la guerre privatisée en Angola).

Creusant sous l'Angolagate, *Global Witness* est arrivée à la conclusion qu'il ne représente qu'« une petite partie d'un scandale international beaucoup plus vaste impliquant des acteurs majeurs de la politique et des affaires internationales ». « Il s'agit de la privatisation de la guerre en Angola et d'un système de pillage des fonds publics dont l'échelle rivalise avec celle des détournements de Mobutu et d'Abacha », au Zaïre et au Nigeria.

Parmi ces acteurs majeurs, il y a Chirac, Bush, Poutine..., les majors pétrolières (anglo-saxonnes et française) et de très grandes banques. Il se confirme que le tandem Falcone-Gaydamak couvre un large éventail de raisons d'État embarbouzées et semi-privatisées : aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France, en Russie, en Israël...

Ainsi, Falcone a adressé à G. W. Bush le plus gros chèque de sa campagne (à égalité avec le PDG d'Enron), il a acquis la plus chère résidence de l'Arizona, il a conseillé des pétroliers US... tandis que son parrain Pasqua nous expliquait que l'Angolagate était une guerre franco-américaine !

*Global Witness* milite pour que les compagnies pétrolières publient l'intégralité des sommes versées aux États pétroliers, de sorte que cet argent finance réellement les dépenses publiques – et non les comptes offshore (l'ONG signale un compte angolais de 1,1 milliard de dollars aux Îles Vierges). Surprise ! BP a accepté. Sans surprise, Exxon et TotalFinaElf ont refusé.

Comme elles ont du mal à se justifier, c'est leur complice, la société pétrolière publique angolaise Sonangol, qui est montée au créneau. Porte-parole de la pétrodictature de Luanda, elle s'indigne de ce que BP participe à « *une campagne orchestrée contre*

*certaines institutions angolaises en appelant à une "pseudo-transparence" ». Elle menace BP des pires représailles : en promettant de fournir une telle information, « votre compagnie » est en train de « violer sérieusement les conditions des contrats signés avec Sonangol ». « Si c'était confirmé, cela serait une raison suffisante pour appliquer les clauses de [...] rupture du contrat. » « Nous nous réservons le droit de prendre toute mesure appropriée. Cela vaut aussi si vous reproduisiez de telles pratiques dans le futur. »*

On est dans le vif du sujet. M<sup>e</sup> Vergès et ses semblables hurleront au néocolonialisme larvé. Parlons plutôt de réciprocité : quel pourcentage de Français ou d'Américains accepterait qu'une multinationale étrangère paie sans aucun contrôle des milliards d'euros ou de dollars à leurs dirigeants en contrepartie des richesses publiques de leur pays ?

1. 62 p. E-mail : oil@globalwitness.org

### En Chiraquie

De 1989 à 1992, aux plus beaux jours de la fraude électorale sénégalaise, le nouveau Secrétaire général de l'Élysée, Philippe Bas, était conseiller juridique d'Abdou Diouf. Le proche entourage de Jacques Chirac n'a jamais manqué de familiers de la fraude électorale : Jérôme Grand d'Esnon, les Tiberi, etc.

**Michel Roussin**, l'ancien bras droit et trésorier occulte de Jacques Chirac, a été meurtri par sa brève incarcération de décembre 2000, durant laquelle l'Élysée ne le soutint guère. Il a enregistré ses "confessions" sur magnétophone (*L'Express*, 08/05/2002 ; *Le Canard enchaîné*, 15/05/2002), en présence de son ami Charles Villeneuve, de TF1 et de la GLNF (Grande Loge Nationale Française). Il n'entend plus jouer les martyrs... Autrement dit, si l'une ou l'autre des nombreuses « affaires » de valises à billets reviennent à l'actualité judiciaire, Chirac, immunisé par sa fonction, a intérêt à se montrer solidaire de Roussin – vulnérable, mais chargé de dynamite.

Puisqu'il est difficile d'afficher cette solidarité, une solution plus radicale est en vue. « **L'amnistie des affaires du Président ? Elle passera comme une lettre à la poste, en juillet prochain, avec celle des PV [procès verbaux] de stationnement** », a confié au *Canard enchaîné* (15/05/2002) un conseiller juridique de l'Élysée. Et **Dominique Perben**, nouveau Garde des Sceaux, a laissé entendre qu'il pèserait de tout son poids sur la nomination des procureurs. Histoire d'achever d'écoeurer les juges d'instruction.

Autre pied-de-nez à la justice : le nouveau ministre des Affaires européennes, **Renaud Donnedieu de Vabres**, est deux fois mis en examen dans une énorme affaire de pots-de-vin : 2,2 milliards de francs sur des contrats d'armement avec l'Arabie saoudite (encore des frégates !).

Figure de proue du lobby militaro-industriel, Marcel **Dassault** couva la carrière de Jacques Chirac. Il en a été abondamment remercié. Sa famille aussi<sup>1</sup>. Son fils Serge et son petit-fils Olivier, candidats à la députation, ont été investis par l'Union pour la majorité présidentielle (UMP). Tous deux sont affiliés à la GLNF. Comme le richissime Arcadi Gaydamak, pivot de l'Angolagate, qui fut l'associé d'Olivier. En plus de leurs actions dans l'armement, les Dassault ont investi dans les médias : Serge est PDG de la holding du *Figaro*, Olivier est le patron de *Valeurs actuelles*. L'UMP aura bonne presse.

Pour achever l'allégeance au lobby de l'atome et des armes, la ministre de l'Environnement **Roselyne Bachelot** s'est empressée de proclamer que le nucléaire était « *l'industrie la moins polluante* ». Elle n'a jamais mesuré la radioactivité émise par Tchernobyl du côté de Sisteron<sup>2</sup> !

1. Cf. F.X. Verschave, *Noir Chirac*, Les arènes, 2002, p. 88-106.

2. Recommandons à nouveau la lecture du livre : CRIL-Rad et André Paris, *Contaminations radioactives. Atlas France et Europe*, Michel Y. éd., 2002.

### De Karachi à Cherbourg

Les calculs et l'idéologie des commanditaires de l'attentat de Karachi contre des salariés français de la Direction des constructions navales (DCN) n'inspirent aucune sympathie, à l'inverse de la douleur des familles des victimes. Mais chez le personnel de la DCN, des interrogations sont montées sur l'intérêt et la justification de l'exportation de sous-marins dans une dictature en conflit latent avec l'Inde : la CGT a souhaité que cessent « *l'exportation d'armes et ce type de coopération technique dans les pays totalitaires* ». D'autres ont fait remarquer que « *ce n'est même pas rentable économiquement* », le Pakistan étant chroniquement insolvable. À la fin, c'est toujours le contribuable français qui paye, via l'assurance publique Coface.

Pourtant, le gouvernement a annoncé qu'il poursuivrait la construction des sous-marins pakistanais. À Cherbourg, lors de l'hommage aux victimes, le Président a capitalisé l'émotion : « *Nous ne céderons ni à la menace, ni au chantage.* » « *Ce combat, c'est celui de la liberté. C'est celui de la France, de l'Europe, des États-Unis et de leurs alliés.* »

Jacques Chirac est excellent au « théâtre de la vertu », mais cette déclinaison de « l'axe du Bien et du Mal » n'est pas très convaincante. Fournir en même temps des milliards d'euros d'armements à l'Inde et au Pakistan, ce n'est pas le combat de la liberté, mais celui de la guerre et des marchands de canons, qui rétrocèdent au moins 5 % de la commande à la classe politique. Chiraquiens en tête. Beaucoup de Français ne se reconnaissent pas dans cette France-là. Si même la CGT, très réceptive aux arguments des salariés des arsenaux, met en question ce type de contrats...

### Bons points

– L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a voté le 17 mai une résolution mandatant son directeur « *pour promouvoir un système de prix différenciés des médicaments essentiels* ». Il s'agit de « *les mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin à un prix abordable* ».

Serait-ce le réveil d'une institution longtemps à la remorque du lobby pharmaceutique ? German Velasquez, directeur à l'OMS du Programme d'action des médicaments essentiels, fut menacé de mort pour avoir montré la voie de la résistance à ce lobby. Selon lui, « *cette résolution représente un tournant. Dans les négociations commerciales, l'OMS aura désormais un rôle important à jouer.* » (*Libération*, 18/05/2002).

### Fausse notes

– Le Conseil de sécurité de l'ONU s'est déconsidéré en renonçant à appliquer sa propre résolution 1405. Elle prévoyait d'envoyer une mission au camp palestinien de **Jénine**, pour établir s'il y avait eu ou non des crimes de guerre. Israël a manifesté son hostilité à cet envoi (une forme d'aveu). L'ONU n'a pas insisté, la mission n'a pas quitté Genève. Un « *revers cinglant* », avouent les diplomates onusiens. Un pas de plus vers un « monde sans loi » – sans autre loi que celle du plus fort.

– Les **États-Unis** ont dénoncé leur adhésion au traité instituant la Cour pénale internationale (CPI). Ils se montrent de plus en

plus agressifs envers cette institution naissante (voir *À fleur de presse*). Cette "dé-signature" est sans précédent depuis deux siècles.

– L'ex-ministre socialiste **Christian Pierret**, ancien député-maire de Saint-Dié, a créé dans cette ville un Festival international de Géographie, qu'il continue de présider. Le **Maroc** est l'invité d'honneur de l'édition d'octobre 2002. Le journal *FIG Infos* la présente en couleurs. Sur la carte du Maghreb, le Sahara occidental a disparu : gobé par le Maroc ! Ce n'est plus de la géographie, c'est de la géopolitique... Une précision : Pierret fait partie de la très française Grande Loge nationale Française (GLNF). Comme Hassan II.

– Après *TF1* (Patrick Le Lay et son staff), la **GLNF** française voit l'un des siens, Xavier Couture, installé à la tête de *Canal+*. Contrôlant aussi, entre autres, *Le Figaro* et une bonne partie de la presse régionale, elle ne cesse d'accroître son ascendant médiatique.

## Agenda

– *Survie* soutient la campagne *Occupation : Pas d'Accords ! L'Europe peut agir pour la paix au Proche-Orient*, coordonnée par *Agir ici* en partenariat avec la « Plateforme des ONG française pour la **Palestine** ». Plus de soixante associations françaises demandent que l'Union européenne suspende son accord d'association avec **Israël** en raison du renforcement de l'occupation illégale des Territoires palestiniens, des violations des droits de l'homme qui y sont commises et de la destruction des infrastructures civiles.

E-mail : [agirici@agirici.org](mailto:agirici@agirici.org)

(Achévé le 20/05/2002)

## ILS ONT DIT

### Françafrique

« Le 20 février un hélicoptère de l'armée soudanaise attaque des civils dans le Sud, à Bieh, au cours d'une distribution d'aide alimentaire dans le cadre du Programme alimentaire mondial, faisant 17 morts, et de nombreux blessés. Il s'agit là d'un fait courant dans la guerre que le Soudan mène contre les populations du Sud. [...]

*[Selon un témoin.] « les milices para-gouvernementales ont commencé à attaquer des villages massalit en août 1995 [...]. Typiquement, à l'arrivée dans un village, les attaquants commencent par incendier toutes les maisons. Les villageois qui réussissent à fuir les flammes sont abattus par les miliciens. De plus, la majorité des attaques sont planifiées au moment des récoltes. Ainsi, en brûlant les champs juste avant les moissons, ou lorsque les céréales tout juste coupées attendent d'être ramassées, les milices détruisent la production de l'année et exposent les fermiers massalit à la famine, les obligeant ainsi à quitter les terres de leurs ancêtres. Tout ceci dépasse de loin le cadre des conflits tribaux ou ethniques. Les atrocités sont planifiées et conduites par le gouverneur militaire du district. »*

Les Massalit vivent à l'extrême ouest du Darfour [...]. Ils sont tous musulmans et beaucoup parlent l'arabe, bien qu'ils disposent d'une langue à eux, et continuent à suivre leurs propres traditions culturelles. Comme les autres ethnies de la région, [... ils] ont été ces dernières années la cible d'attaques systématiques de la part des milices sponsorisées et armées par le gouvernement, qui ont à plusieurs reprises massacré les populations civiles considérées comme "non arabes" (comme si les Soudanais étaient purement et simplement des Arabes), rasé leurs villages, et sont à l'origine de l'exode massif des populations loin de leurs terres ancestrales. En clair, le gouvernement soudanais du Front National Islamique poursuit une politique d'épuration ethnique contre les populations "non arabes" de l'ouest du Soudan.

Les massacres de populations civiles au Sud-Soudan et à l'Ouest, massacres de Dinka, de Nuba [...], de Nuer [...] ont fait des centaines de milliers de victimes. [...] En 1999, les organisations humanitaires faisaient déjà état de millions de morts dus à la répression dans le Sud, qui ne comptait que 8 millions d'habitants avant que le régime islamique n'entreprenne de l'attaquer et de le réduire, ou de le dépeupler [...].

La famine n'est [...] pas une « arme de guerre » au Soudan : c'est une arme destinée à éliminer les populations, en particulier dans les régions du Sud qui se sont révélées riches en pétrole. [...] *En mars 2002,* au moins 50 000 personnes (des Nuer) avaient été chassées de leurs villages et se trouvaient en grande détresse dans les régions voisines : cela pour punir et éliminer des populations qui soutiennent les organisations de guérilla, et pour permettre une exploitation sans problème des ressources pétrolières

La réduction en esclavage des "Noirs" du Sud, qui n'a pas cessé de sévir dans la région [...], est utilisée comme moyen de répression par l'armée soudanaise et par les milices, qui enlèvent des enfants pour en faire des esclaves ou des soldats, des femmes pour les violer ou les soumettre. [...]

Une fois encore, alors que sévit une tyrannie sanglante et rusée, les pays démocratiques apparaissent hésitants et divisés, comme le sont les États africains (à part l'Afrique du Sud), l'ONU, l'Union Européenne et l'Organisation de l'Unité Africaine, dont on pourrait espérer l'intervention. L'une des formes de cette relative indifférence consiste à déguiser en catastrophe « humanitaire » (déplacements de populations, famine, difficultés d'acheminement de l'aide) ce qui est un désastre politique, voulu par un État qui cherche et souvent trouve des complicités internationales. [...]

Il est [...] trompeur de présenter massacres et famines comme le résultat d'une "guerre civile" dans laquelle les parties belligérantes seraient également responsables. [...] Il n'y a pas là un conflit entre des populations hétérogènes, qui ne supporteraient pas de vivre ensemble, mais l'application d'une politique d'inspiration raciste et totalitaire, qui dresse des populations les unes contre les autres, use délibérément de la famine comme moyen d'extermination des groupes ethniques qu'elle condamne à mort, et contre lesquels elle dresse des groupes et milices qu'elle arme et utilise. [...]

L'approche française est la plus favorable aux autorités de Khartoum. [...] *Quelques jours après* le bombardement de civils évoqué plus haut, Paris organisait [...] un débat politique feutré avec des diplomates soudanais. Il [...] *s'agissait* d'entendre le point de vue du Soudan sur les crises en Somalie, Centrafrique, Érythrée/Éthiopie, sur lesquelles Paris estime que Khartoum a un rôle à jouer. [...] » (**Véronique NAHOUM-GRAPPE** et **Pierre PACHET**, membres de l'Association internationale de recherche sur les crimes de génocide, AIRCRIGE, et du Comité Soudan).

*[Proposé au Monde avant l'élection présidentielle, cet article a été refusé... Il n'est manifestement pas dans la ligne africaine de ce journal. Les récits qui nous parviennent sur l'agression des populations par les troupes du régime soudanais dans les régions pétrolières sont dignes de celles de la coalition sossouiste dans la région du Pool.]*

## Mondialisation

« [Les règles du commerce international donnent] la priorité aux pays riches. [...] Ceux-ci utilisent leur politique commerciale pour réaliser ce qui équivaut à un vol caractérisé contre les plus pauvres. [...] Lorsque les pays en développement exportent vers les marchés des pays riches, ils sont confrontés à des barrières douanières quatre fois plus élevées que celles que les pays riches doivent franchir. Le coût global de ces barrières douanières s'élève à 100 milliards de dollars par an, soit le double de l'aide qui leur est fournie. [...] Dès que les pays pauvres tentent de transformer leurs matières premières en produits finis, prêts pour la consommation, les pays riches leur opposent des hausses de taxes à l'importation, appelées pics de tarifs. [...]

[... Il s'agit de] briser le cercle vicieux du dumping agricole et de la surproduction en réformant les politiques européennes et américaines de soutien à l'agriculture. [...] Il faut interdire] toute règle forçant un gouvernement à libéraliser ou privatiser des services essentiels à la réduction de la pauvreté. » (Oxfam, ONG internationale d'origine britannique. Document de lancement d'une campagne sur le commerce international, 12/04/2002).

[L'une des plus influentes ONG dénonce une iniquité majeure. Peu après, George Bush annonce qu'il ne va pas réduire, mais augmenter très fortement les subventions au dumping agricole US : après l'augmentation du budget militaire, celle du budget de l'arme alimentaire.]

## À FLEUR DE PRESSE

## Françafrique

**Le Nouvel Observateur**, *La mort toujours mystérieuse du juge Borrel*, 16/05/2002 (Sylvie VÉLAN) : « [Le] 9 octobre 1995 [...] à Djibouti], le consul de France vient [chez Élisabeth Borrel, femme d'un magistrat coopérant,] lui annoncer que son mari "s'est immolé" dans la nuit [sur une crique déserte]. Dans l'après-midi, Jean-Claude Sapkas, conseiller juridique français [...] du] président [...] Aptidon, se présente chez Mme Borrel. Il lui demande de rechercher un document de la plus haute importance [...], une liste de personnalités politiques et policières locales impliquées dans des affaires de corruption. [...]

Dans les dossiers personnels de Bernard, Élisabeth découvre une liste d'entreprises européennes fabriquant des produits chimiques qui, renseignements pris, seraient utilisés dans la fausse monnaie. Or un gigantesque trafic de faux dollars, impliquant des notables locaux et des français émigrés à Djibouti, avait été mis au jour durant l'été 1995. [...]

Un autre document l'intrigue. [...] C'est une commission rogatoire [...] dans le cadre de l'enquête sur l'attentat contre le Café de Paris. Le 27 septembre 1990, [...] une bombe explose devant ce lieu de rendez-vous de la colonie française qui rassemble 3 000 militaires et 200 coopérants. Bilan : un mort et 11 blessés. L'enquête est diligentée de Paris par le juge Le Loire. Quatre suspects sont arrêtés mais non extradés. Ils sont condamnés à Paris par contumace, en 1998, à la réclusion criminelle à perpétuité. Mais à Djibouti, un rumeur circule : cet attentat antifrançais aurait été commandité par Ismaël Omar Guelleh, le dauphin du président Aptidon, qui sera élu chef de l'État en avril 1999. "Guelleh voulait mettre à genoux la tribu minoritaire somalie des Gadaboursis", explique Jean-Loup Schaal, président de l'Association pour le respect des droits de l'homme à Djibouti [ARDHD]. "Grâce à cette arrestation, il a pu organiser une descente dans un quartier où s'étaient réfugiés des opposants Gadaboursis. Près de 60 personnes ont été exécutées". [...]

Élisabeth décide de porter plainte pour "assassinat". Le dossier est [...] confié aux juges Roger Le Loire et Marie-Paule Moracchini. Commence alors une véritable guerre d'usure entre les deux magistrats et Mme Borrel [...] elle-même magistrate]. Début 2000, [...] Mohamed Saleh Alhoumekani, officier dans la Garde présidentielle au moment des faits, [...] affirme que le juge Borrel a été assassiné et que le président Ismaël Omar Guelleh [...] est le commanditaire du meurtre. Marie-Paule Moracchini vient interroger ce témoin à Bruxelles où il est réfugié. "La juge m'a dit : 'Est-ce que vous savez que votre président est très fâché contre vous ? Les gens qui l'entourent sont dangereux. Vous pouvez revenir sur vos déclarations avant qu'il ne soit trop tard.'" [...]

En juin 2000, [...] les juges Le Loire et Moracchini] sont dessaisis [...]. C'est le juge Jean-Baptiste Parlos qui hérite de cet encombrant dossier. [...] En février dernier, il va à Djibouti, avec Élisabeth Borrel, ses avocats et un représentant du Syndicat de la Magistrature [...]. "Nous avons pu constater sur les lieux que le suicide [...] était techniquement invraisemblable", poursuit M<sup>e</sup> de Caunes [avocat des enfants Borrel]. "Comment cet homme a-t-il pu descendre sur des rochers tranchants, pieds nus, dans le noir, sans se blesser, puis s'immoler et courir 15 mètres sur des cailloux sans même s'égratigner la plante des pieds ?" [...] Les radiographies effectuées tant à Djibouti que par les légistes toulousains ont [...] été perdues.

M<sup>e</sup> Roger-Vincent Calatayud, [...] président de l'Association française des amis des démocrates de Djibouti, [...] affirme : "Tout le monde là-bas, diplomates français compris, parle de l'implication du président Guelleh dans l'attentat du Café de Paris et dans la mort du juge Borrel, mais personne n'ose témoigner. C'est trop dangereux. Une chose est sûre : Borrel travaillait avec son ministre sur le dossier sulfureux des faux dollars [...]" »

[Grâce au courage d'Élisabeth Borrel, cette affaire n'est toujours pas enterrée. Ancien bras droit de Jacques Chirac, Michel Roussin pourrait avoir été "au parfum", via un proche, l'officier de gendarmerie Jean-Jacques Mouline, chef de la mission de coopération.

Quant à la République de Djibouti, elle continue de vivre sous la dictature de Guelleh, la tutelle de l'armée française et l'omniprésence des trafics mafieux. Mais ce régime contrôle une base logistique précieuse, tant pour la Françafrique que pour la guerre du Bien contre le Mal. Le Koweït lui a procuré 30 millions de dollars afin de remplacer deux groupes électrogènes à bout de course. Au lieu d'acheter deux groupes neufs à 15 millions de dollars l'unité, Guelleh n'en aurait acheté qu'un seul à 12 millions. Bénéfice : 18 millions \$. (Témoignage d'un lecteur du Bulletin d'information et d'alerte de l'ARDHD, 30/04/2002).

Il n'y a pas d'argent pour satisfaire les revendications des anciens combattants et invalides de guerre. Il y a eu des balles, par contre, pour tirer sur leur manifestation du 18 avril. Bilan : de 1 à 4 morts.]

## Justice pénale internationale

**RFI**, *Les États-Unis se retirent de la Cour pénale internationale*, 06/05/2002 (Georges ABOU) : « Les États-Unis dénoncent leur signature du traité instaurant la Cour pénale internationale. Le projet ne sera donc pas soumis au vote du Congrès. Ils ne veulent pas prendre le risque de voir les soldats de leurs corps expéditionnaires traduits devant une juridiction étrangère ou internationale. C'est un coup sévère pour la Justice internationale, mais ce n'est pas une surprise. [...]

Depuis la conférence de Rome, en 1998, Washington avait multiplié les embûches, les pressions et les menaces pour faire avorter ce projet. La signature américaine n'avait d'ailleurs été enregistrée qu'à la veille du départ du président Clinton de la Maison-Blanche, le 31 décembre 2000.

Non seulement cet accord de principe ne sera pas soumis à la ratification du Congrès, mais la dénonciation même de cette signature constitue un cas de figure inédit. Selon un responsable américain cité par le *New York Times*, le retrait du projet

sommeillait dans les cartons depuis plusieurs mois. Précisément depuis le mois de septembre, date à laquelle son annonce a été reportée en raison des attentats anti-américains et des conséquences que l'on sait.

Les raisons des réticences américaines sont bien connues. Les États-Unis manifestent une opposition systématique à tout ce qui pourrait menacer l'idée qu'ils se font de leur indépendance nationale, c'est-à-dire, à tout ce qui pourrait entraver leur capacité d'intervention extérieure. C'est un point non négociable. Et, de fait, la compétence de cette CPI indépendante des juridictions nationales, en poursuivant les criminels de guerre, contre l'humanité et les auteurs d'actes de génocide aurait pu entraver les opérations de police internationales auxquelles se prêtent de plus en plus volontiers les forces armées américaines. Selon la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), « *les vieux réflexes subsistent : on ne peut pas juger un citoyen américain autrement que par une juridiction américaine. Il y a un refus absolu de déléguer cette compétence à une autre justice, qu'elle soit d'un autre pays, ou internationale.* »

Cependant, en agissant de la sorte, les Américains savent qu'ils prennent le risque d'un isolement de plus en plus important sur la scène internationale. Il est vrai que bon nombre de "grands" pays n'ont pas ratifié le texte portant création de la CPI. C'est notamment le cas de la Russie, de la Chine, du Pakistan, de l'Inde, d'Israël et de la plupart des pays arabes. Mais, parmi les alliés de Washington, il existe un cercle de pays signataires, dits "vertueux", et notamment parmi les Européens, dont il peut difficilement se passer de l'alliance, surtout dans le contexte qui prévaut d'interventionnisme massif.

Ainsi, dans les milieux spécialisés, le pessimisme n'est pas total. On indique qu'à terme, avec l'arrivée de nouveaux signataires, l'isolationnisme américain en la matière deviendra intenable. ».

*[Le ridicule aussi, peut-être ? Selon International Herald Tribune, une commission de la chambre des Représentants a voté une disposition autorisant le président américain à utiliser la force pour arracher un ressortissant US des griffes de la Cour pénale internationale, à La Haye !]*

## LIRE

Jean-Paul Gouteux, *La nuit rwandaise*, Izuba-Éditions et L'Esprit Frappeur, 2002, 652 p. (dont 128 de documents visuels).

L'auteur produit la synthèse de huit années de recherche, de questionnement, d'indignation. Il se revendique clairement, en fin d'ouvrage, de tous ces couples « *belgo, franco, germano, suisse-rwandais sans qui le génocide rwandais ne serait pas sorti de la nuit rwandaise* » : eux qui ont vécu et vivent encore l'in vraisemblable, l'atroce réalité, avec la disparition de centaines de proches, sont les adversaires les plus irréductibles de tous les négationnismes. Leur passion est une composante, légitime, de ce livre.

La France, la Belgique, les États-Unis et l'Église sont les principaux complices du génocide. Il aurait suffi que l'un d'eux dise : « Non ! » avec un minimum de fermeté pour que le génocide soit enrayeré ou considérablement amoindri. Ils ne l'ont pas fait. Par la voix de son Premier ministre Guy Verhofstadt, la Belgique a publiquement reconnu sa faute, à Kigali. Bill Clinton y a aussi présenté des excuses (embarrassées). La France et l'Église ne veulent encore rien savoir d'un tel aveu. C'est d'elles qu'il est question dans *La nuit rwandaise*, principalement la première (la seconde sur un seul chapitre).

Il n'y a plus guère qu'en France que l'on doute de la complicité primordiale et massive, politique, militaire et financière, de l'État français avec les génocidaires rwandais. C'est le sujet principal de l'ouvrage : une réplique au rapport volontairement tronqué de la mission parlementaire d'information. Hors du pouvoir exécutif (mais ce n'est pas si net), Jean-Paul Gouteux consacre des chapitres édifiants aux complicités médiatiques et académiques. Au prix de plusieurs procès, il a eu le mérite d'amener la direction du *Monde* au premier rang des complices intellectuels : sa responsabilité est à la mesure de l'influence du journal ; la ligne éditoriale fut celle d'une désinformation optimale sur les auteurs et les mécanismes de l'extermination en cours ; le « contre-pouvoir » a ajouté sa protection médiatique à celle des diplomates et des militaires.

La complicité étatique est bien sûr la question centrale. Elle est incontestable : durant le trimestre du crime, et au-delà, l'Élysée, l'armée et les Services français ont poursuivi leur alliance avec le *Hutu power* génocidaire – parce que cette alliance relevait de leurs options stratégiques et que le coût humain de ces options leur était indifférent. Cela suffit déjà à une mise en cause politique et judiciaire. Progresser en ce sens suppose d'explorer finement les responsabilités de chacun, les rouages de la décision et de l'information durant ce printemps 1994 : qui savait quoi ? qui pouvait quoi ?

C'est là que le livre montre une double faiblesse. L'auteur se rallie à la conviction idéologique de son éditeur, Michel Sitbon : la France a prémédité le génocide, et c'est François Mitterrand qui a tout décidé. À ceux qui s'interrogent sur la première thèse, il est reproché de reculer devant l'inimaginable. Là n'est pas la question : certes, l'inimaginable hante la monstruosité ; mais il n'est pas automatique, il ne va pas de soi. Il est contre-productif d'affirmer une préméditation si on ne la prouve pas.

Or la démonstration n'y est pas, parce que la complexité des mécanismes de l'information et de la décision est mésestimée. Ce n'est pas parce qu'à certains moments, certains rouages du système ont eu conscience du risque d'un génocide que cette conscience a été constamment partagée dans tout le système, au niveau de gravité qui allait être atteint. Toute l'expérience historique le montre : même l'information la plus sensible circule mal, pour toutes sortes de raisons très humaines (la lourdeur des appareils et leurs rivalités, le fait que les décideurs sont submergés d'informations de qualité inégale, qu'ils passent beaucoup de temps à autre chose que l'étude des dossiers, etc.).

Cela est si commun que ceux qui postulent la préméditation devront en détailler le processus : quand, comment, avec qui ? En attendant, il faut déjà faire reconnaître et sanctionner l'abominable complicité : les décideurs politiques et militaires français ont su très tôt l'ampleur des massacres, et n'ont cessé d'aider les massacreurs.

L'auteur et l'éditeur font aussi une fixation sur François Mitterrand : « *Ne pas condamner le nom de Mitterrand comme on a condamné celui de Hitler, c'est laisser systématiquement la porte ouverte à un recommencement. C'est se refuser les moyens de comprendre comment on a pu en arriver là.* » « *Qui paye ? Qui décide ? C'est le centre. Le centre avec sa tête. [...] Une tête forte, dominatrice et excessivement sûre d'elle.* » « *Oui, il est temps de juger Mitterrand et sa politique africaine.* »

Loin de nous de diminuer la responsabilité du "patron" de l'entreprise criminelle. Son indifférence égomaniaque à la souffrance d'autrui fut exécrable. Mais cette focalisation polémique sur feu Mitterrand a de graves inconvénients :

- Elle transporte le combat sur le terrain historique, puisqu'il est décédé, alors que la mise en cause judiciaire de personnages vivants pourrait plus rapidement influencer sur les mécanismes qui ont permis d'« *en arriver là* ».
- Elle méconnaît un fait : au moment du génocide, le Président était très malade, presque exclusivement préoccupé de lui-même, incapable selon certains de travailler plus d'une heure par jour.
- Elle occulte une question encore non élucidée : le degré de responsabilité respective du Président, de son état-major (Quesnot, Huchon), des différents services secrets, de l'entourage (Védrine, Charasse).
- Elle déforme la réalité de la Francophonie : Mitterrand s'y est davantage rallié qu'il ne l'a assujettie.

La passion a entraîné quelques autres "maladresses". Figurent ainsi en fin d'ouvrage les fiches de 47 « *protagonistes français du génocide des Tutsi* ». Même nuancé dans la phrase qui suit, le titre est trop accusateur au regard d'une liste mêlant des complices avérés avec des seconds rôles, ou des pièces rapportées : on peut critiquer le rôle joué par le rapporteur de la mission d'information parlementaire de 1998, le député Bernard Cazeneuve, mais il n'est pour rien dans le génocide. Cela illustre un risque constant : englober dans un même opprobre tous ceux qui n'ont pas été parfaits en cette tragédie (avant, pendant et après). Comme nul n'est parfait...

De la Françafrique à la mafiafrrique, Dossier de la revue Mouvements, n° 21-22, La Découverte, 05/2002, p. 9-104.

Avec un titre pareil, il est difficile de cacher que *Survie* a contribué à la conception de ce dossier. Le menu est varié et consistant, avec en hors d'œuvre des considérations historiques inédites sur la constitution du couple France-Afrique, par Jean-Pierre Dozon et Nicolas Bancel. Ce dernier insiste sur une motivation méconnue de la loi-cadre de Gaston Defferre (1956), qui accorda l'autonomie avant que De Gaulle ne concède l'"indépendance" : les fonctionnaires africains réclamaient la parité de traitement avec la métropole ; l'autonomie a permis de dévier vers les pouvoirs locaux une revendication ingérable. Il faudra une police indigène pour la contenir et une perfusion continue d'"aide au développement" pour empêcher que ne sombrent des budgets territoriaux déséquilibrés par le surcoût relatif de la fonction publique. Cela installera durablement la « coopération » policière et financière de la France.

Parmi les plats de résistance : *Élections en Françafrique : l'hymne à l'hypocrisie* (Sayouba Traoré) ; *Françalgérie : sang, intox et corruption* (François Gèze) ; *Nappes de pétrole et d'argent sale* (François-Xavier Verschave) ; *Vous avez dit paradis fiscaux ?* (François Lille) ; *Informers sur l'Afrique* : « *Silence, les consommateurs d'informations ne sont pas intéressés, ou ne sont pas solvables* » (Jean-François Dupaquier).

Premier dessert : Jean-Christophe Mitterrand parle de l'Angola – ce pays martyr – comme d'« *un très joli gâteau, avec beaucoup de fruits confits et de crème* ». Bernard Doray en profite pour démonter la comédie des « *métiers du capitalisme globalisé et corrompu par la financiarisation, pour lequel la guerre comme la spéculation et l'économie mafieuse sont les plus hauts exercices de l'accumulation ultra-rapide du profit* ». Cela requiert « *la fabrication d'un théâtre de la vertu* », avec des leurres, des « *hommes-masques* » (les "Papamadit", Pasqua, Barril, Attali, Sulitzer...), dont le jeu fascinant et ambigu « *organise l'assentiment public à la régression de la démocratie et l'anesthésie de l'opinion nécessaires à des entreprises guerrières qui bafouent toutes les lois de l'humain. [...] Accessoirement, ce serait des hommes-lessiveuses, qui transformeraient un argent d'origine inavouée en promotion littéraire ou politique du dévergondage de la République.* »

Pour finir, un remontant : *Comment penser une autre coopération ?*, avec le roboratif Gus Massiah.

François-Xavier VERSCHAVE

### Noir Chirac

#### Secret et impunité

Les arènes, 309 p., 20 €

Quel est cet homme qui va diriger la France pendant cinq années de plus en quasi monarque, à moins d'être bridé par une nouvelle cohabitation ? Bien des facettes de sa personnalité ont été exposées par les biographes ou communiquées par les médias. Au final il conserve, en Arsène Lupin de l'argent public ou « Super-menteur » guignolesque, un capital de sympathie ou d'indulgence. C'est que l'on s'est bien gardé de fournir aux électeurs toute la dimension politique du personnage. Or l'on y est contraint si l'on prend au sérieux les ravages de la Françafrique. Jacques Chirac en est le principal héritier. Il s'affiche en "Grand frère" des dictateurs et prédateurs françafricains. S'interroger sur l'impunité de leurs crimes (économiques, financiers et politiques) renvoie à l'incroyable impunité chiraquienne. D'où vient-elle, pourquoi résiste-t-elle ?

L'auteur scrute les origines de la carrière fulgurante du jeune Chirac, s'interroge sur ses parrains (Dassault, Pompidou, Juillet), revisite le contexte. La guerre froide comportait des stratégies cachées. Les quatre principales (jeu de go nucléaire, *covert actions*, finance parallèle, recrutement d'élites initiées) dessinent le cadre où va s'ébrouer l'officier énarque, avant d'occuper le centre de la filiale hexagonale. Ce cadre est prêt à être réactivé dans la nouvelle "guerre froide"...

Tandis que la Françafrique s'immerge dans une "mafiafrrique", l'ouvrage s'éloigne un bon moment du continent noir : il passe par les enjeux et les acteurs militaires ou financiers de la mondialisation pour mieux discerner un axe de lutte commun à ceux qui, d'Afrique et d'ailleurs, refusent la montée de l'iniquité impunie. Ce n'est pas l'axe bushien du Mal et du Bien, c'est plutôt une boussole familière à *Survie* : criminalité financière contre bien public.

Jean-Jacques Gabas, Philippe Hugon, Étienne Le Roy, François Lille, Christiane Marty, François-Xavier Verschave, Annie Vinokur

#### Biens publics à l'échelle mondiale

Colophon (Bruxelles), 134 p., 2001, 10 € franco à *Survie*.

Concept attrape-tout ou formidable levier de changement ? *Survie* penchait pour la seconde hypothèse quand elle a créé l'association *Biens publics à l'échelle mondiale* (BPEM), interface entre une perspective scientifique et une promotion militante. C'était en 1999. Le concept n'était pas encore à la mode. Cette mode soudaine a fait supposer un paquet d'ambiguïtés. Le Comité scientifique de BPEM s'est employé à en débattre durant un an, à partir de l'automne 2000. La perspective en sort plus vigoureuse, selon nous – permettant d'ouvrir cette année une série de chantiers thématiques (justice pénale internationale, santé, climat, monnaie et crédit, circulation maritime).

L'ouvrage (publié avec l'aide de la Coopération belge et d'un consortium d'ONG de ce pays) rend compte de la problématique, des ambivalences du concept, des risques de dévoiement, avant d'esquisser une première synthèse. Selon le principe même de BPEM, il croise des points de vue scientifiques et militants. Il sera complété cette année par un ouvrage de vulgarisation, à paraître à La Découverte.

### Abonnez-vous à *Billets d'Afrique et d'ailleurs* !

Vous recevez notre publication sans y être encore abonné, et vous appréciez cette information alternative, synthétique, indépendante ? Contribuez, en vous abonnant, à la maintenir vivante !

Nom, Prénom :

Adresse :

Je règle un abonnement annuel :

En France (16 €)  À l'étranger (21 €)  De soutien (30 €)

Association *Survie*, 57 avenue du Maine, F75014-Paris - Directeur de la publication : François-Xavier Verschave - Imprimé par nos soins

Commission paritaire n° 76019 - Dépôt légal : Juin 2002 - ISSN 1155-1666 - Abonnement : 16 € (Étranger: 21 €)

Tél. (33 ou 0)1 43 27 03 25 - Fax (33 ou 0)1 43 20 55 58 - [survie@wanadoo.fr](mailto:survie@wanadoo.fr)